

**Nadège Ragaru, « *Et les Juifs bulgares furent sauvés...* » Une histoire des savoirs sur la Shoah en Bulgarie, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, 382 p.**

**Jérôme Bazin**



En 1941, la Bulgarie, alliée de l'Allemagne nazie, profite de la réorganisation de l'Europe du Sud-Est pour prendre des terres à ses voisins, la Yougoslavie, la Grèce et la Roumanie ; ce fait est au cœur de l'histoire de la Shoah dans ce pays. Nadège Ragaru a dirigé en 2014 un livre collectif qui rassemblait les travaux de chercheurs de Bulgarie et d'autres pays à propos de la Shoah dans la région<sup>1</sup>. Rappelons le fait le plus débattu : les 48 000 Juifs du « vieux » royaume (la Bulgarie dans ses frontières d'avant-1941) ont subi plusieurs mesures d'exclusion mais n'ont finalement pas été déportés. Cependant, dans les nouvelles terres que la Bulgarie conquiert sur ses voisins en 1941, les quelque 12 000 Juifs ont été déportés vers Treblinka et Auschwitz. Cette histoire à deux facettes pose de nombreuses questions : le rapport de la Bulgarie à son territoire (le « vieux » royaume n'est apparu

qu'en 1878 et n'a cessé de connaître des variations avant 1941), la nature de son lien avec l'Allemagne nazie ou encore la définition de la citoyenneté qui apparaît bien comme l'un des principaux enjeux ici<sup>2</sup>.

L'objet du présent livre ne porte pas sur la période 1941-1944, mais sur celles qui suivent, avec comme principale question : comment l'idée que les Bulgares ont sauvé les Juifs est-elle devenue une évidence, évidence néanmoins perpétuellement contrariée ? Le chiffre double (48 000/12 000 – étrangement distincts et proches à la fois) n'a cessé d'alimenter des récits, mémoires, savoirs contradictoires. Le livre suit ces contradictions dans une série de chapitres qui vont de l'immédiat après-guerre jusqu'à la fin des années 2010, dans différents domaines de l'histoire.

Le premier chapitre, qui relève de l'histoire de la justice, revient sur le Tribunal

<sup>1</sup> Nadège Ragaru (dir.), *La Shoah en Europe du Sud-Est, Les Juifs en Bulgarie et dans les terres sous administration bulgare (1941-1944)*, Paris, Éditions du Mémorial de la Shoah, 2014. (disponible : <http://www.memorialdelashoah.org/wp-content/uploads/2016/04/acte-colloque-shoah-europe-sud-est-06-2013-mashoah.pdf> [lien consulté le 19/04/2021]).

<sup>2</sup> Un décret de 1942 formule clairement que tous les habitants des territoires « libérés » par la Bulgarie ont la citoyenneté bulgare sauf les Juifs. L'histoire longue de la citoyenneté comme clef d'analyse pour comprendre l'Europe du Sud-Est au XX<sup>e</sup> siècle a été récemment abordée par Constantin Iordachi pour la Roumanie voisine. Constantin Iordachi, *Liberalism, Constitutional Nationalism, and Minorities. The Making of Romanian Citizenship, c.1750-1918*, Leiden, Brill, 2019. Les débats du XIX<sup>e</sup> siècle étaient également analysés dans Silvia Marton, *La Construction politique de la nation. La nation dans les débats du Parlement de la Roumanie (1866-1871)*, Iași, Institutul European, 2009.

populaire en Bulgarie qui, dès l'automne 1944, juge entre autres les responsables des « persécutions contre les Juifs ». Les archives de cette chambre en particulier ont été plutôt délaissées et le livre montre tout leur intérêt pour interroger le précoce « entendement des crimes » (p. 31) commis contre les Juifs, avant Nuremberg. La thèse du sauvetage est alors formulée et les communistes entendent en récupérer le crédit ; mais les différentes plaidoiries montrent que les déportations depuis les nouveaux territoires sont aussi parfois énoncées.

Le second chapitre aborde le domaine du cinéma et porte sur le film *Zvezdi/Sterne*, coproduction de 1959 entre la Bulgarie et l'Allemagne de l'Est pour une fiction sur les amours, pendant le transit en Bulgarie, entre un soldat allemand et une Juive grecque déportée. Outre l'analyse de la trajectoire des auteurs et des acteurs, ou encore des langues et des sons entendus dans le film, le chapitre s'appuie sur les passionnantes transcriptions des réunions de travail entre les partenaires bulgares et est-allemands : les débats sur ce que doit être un film socialiste sur ce sujet, sur le sens même d'une coproduction internationale entre pays socialistes et, inévitablement, sur ce qui s'est passé pendant la guerre.

Le troisième chapitre suit l'histoire d'une bobine de quelques minutes certainement tournée en 1943 par des opérateurs allemands pour montrer la déportation de Juifs des nouveaux territoires (au moment où ils transitent par le « vieux » royaume). Le chapitre commence par réfléchir aux différentes façons dont ces images ont été archivées à Sofia, à Berlin et à Washington et les mots qui leur ont été associés. Il reconstitue ensuite les différentes utilisations de cette pellicule. Au cours des années 1960, ce film retient l'attention de juristes ouest-allemands qui veulent relancer les poursuites contre les criminels nazis ; il est utilisé lors d'un procès à Francfort-sur-le-Main en 1968 contre celui qui était ministre plénipotentiaire allemand en Bulgarie. Au cours de l'analyse de cette « coopération judiciaire transbloc » (p. 195), l'auteure examine entre autres la déposition du cameraman, le montage du film avec des films d'actualités, la sonorisation du film ou encore les réactions de l'accusé qui dénonce un « trucage ». Ces quelques minutes sont ensuite reprises lors d'une exposition à Berlin-Ouest en 1984, puis lors d'une projection à Washington en 1988 par les institutions américaines qui jouent un rôle grandissant dans l'établissement d'une mémoire de la Shoah au niveau international (entendu ici comme commun à l'Est et l'Ouest). La thèse du sauvetage est ainsi reprise ailleurs qu'en Bulgarie et ce film paradoxalement y contribue. On partage l'étonnement de Nadège Ragaru devant une capture du film qui montre des Juifs montant dans un wagon de déportation à proximité d'un policier bulgare et qui a été utilisée pour dire que les Juifs ont été sauvés dans ce pays (p. 209).

Le quatrième chapitre montre comment la fin du communisme permet l'expression d'autres discours que le récit corseté imposé par la dictature – certains revalorisent l'action du tsar pendant la guerre, d'autres éclairent les spoliations et replacent l'épisode de la guerre dans un temps long de l'antisémitisme en Bulgarie. Mobilisant notamment des articles du journal de la communauté juive de Bulgarie, le chapitre adopte le point de vue des Juifs de Bulgarie – c'est l'une des idées fortes de l'ensemble du livre de présenter les Juifs comme des protagonistes de la mémoire de la Shoah, à rebours des discours qui les contraignent à la passivité et à la reconnaissance. Parce que beaucoup de Juifs bulgares ont quitté le pays dans la deuxième partie des années 1940 tout en gardant des liens avec la Bulgarie, c'est une

histoire qui se déroule en dialogue avec Israël et les États-Unis ; en témoigne l'initiative en 1993 des Juifs bulgares basés à Los Angeles pour faire planter une « forêt bulgare » à proximité de Jérusalem afin de célébrer le sauvetage, initiative qui suscite une contre-mobilisation de Juifs originaires de Macédoine ou de Grèce.

Le dernier chapitre reste sur la même période mais considère d'autres inscriptions spatiales. Notamment l'inscription de la Bulgarie dans l'Union européenne, qui, lors du processus d'adhésion, ne définit pas le passé bulgare pendant la Seconde Guerre mondiale comme problématique, concentrant son attention sur son rapport au passé communiste. L'espace formé par la Bulgarie et la Macédoine occupe également une grande place dans ce chapitre. La Macédoine, voisin et rival, oppose un cruel démenti à la thèse du sauvetage et ne cesse de rappeler la responsabilité bulgare dans les déportations des Juifs qui vivaient dans ce qui est aujourd'hui la Macédoine – en témoigne le parcours muséal du Centre Mémorial de l'Holocauste des Juifs de Macédoine ouvert en 2011. Le chapitre livre aussi d'intéressantes analyses sur le paysage de la recherche bulgare dans le domaine de l'histoire, qui est très éclaté depuis 1989 et qui participe différemment à des réseaux internationaux. Tous ces éléments permettent de sortir du monolithique « postcommunisme », pour aboutir à une chronologie de la période 1990-2020.

On l'aura compris, le point de vue adopté est très large, par le nombre de domaines (histoire judiciaire, histoire visuelle, histoire parlementaire, histoire de l'histoire qui n'est jamais uniquement académique), mais également par le nombre de pays considérés : Allemagne de l'Est et de l'Ouest, Israël, États-Unis, Yougoslavie, Macédoine, Serbie. Ces pays autres ne sont pas présents par de simples allusions, l'auteure a fait un travail d'archives dans les différents lieux et les différentes langues, par exemple dans les archives judiciaires de Darmstadt ou celles de Cincinnati dans l'Ohio. Mentionnons aussi le rôle des archives privées, notamment des juristes acteurs de ces controverses.

C'est un livre dont il faut également souligner le caractère littéraire, qui ne renvoie pas simplement à la beauté (réelle) de la langue, mais bien à la construction du propos. Il n'est pas littéraire au sens où il laisserait une place à un discours à la première personne ou bien au sens où il prendrait des libertés. Nulle place pour la licence poétique dans un livre marqué par une exigence factuelle à chaque ligne (pour des faits et des documents qui ont régulièrement été mal datés, tronqués, un peu arrangés). Il est littéraire de façon originale, principalement dans sa manière de citer longuement les sources. On s'installe ainsi dans la lecture des réquisitoires de 1944, de notices archivistiques intégrales, d'un article du *New York Times* ou encore de neuf pages de débats parlementaires à l'occasion du vote de lois mémorielles en 2000. Ces sources ne sont pas placées en annexe, elles ne sont pas un appendice auquel le lecteur peut éventuellement se référer ; elles font partie du propos, elles donnent au livre son souffle singulier. La source n'est ici plus simplement une preuve pour le propos de l'historienne, elle donne une présence à des acteurs historiques, dont le propos ne se réduit pas à quelques formules. L'auteure laisse l'acteur historique s'avancer sur le devant de la scène, le propos est partagé, même si les nombreuses « italiques de l'auteure » à l'intérieur des sources font que le lecteur lit l'archive avec l'historienne, nouant des fils avec ce qui est expliqué dans les parties d'analyse. La dimension littéraire vient également du défi auquel fait face tout historien des films : l'impossibilité, à l'inverse de l'historien des images fixes, de

s'appuyer sur des reproductions, une capture d'écran rendant difficilement compte de la réalité d'une séquence. Les images en mouvement dont il est question ne peuvent exister que par l'entreprise de description. Toute l'analyse du film court et rare de 1943 est marquée par ce désir de rendre compte d'un film que le lecteur ne voit pas. Les pages 112-120 forment certainement le morceau de bravoure du livre ; la même scène du film *Zvezdi/Sterne* est décrite de trois façons différentes : par le scénario littéraire que rédige en 2002 le principal auteur du côté bulgare (Angel Wagenstein), par le *story-board* fait avant le tournage, par la retranscription par Nadège Ragaru de la scène au plus près du film tel qu'il a été monté. À travers la répétition, littéraire, on voit cette scène, on imagine ce qu'elle est et ce qu'elle aurait pu être. Le questionnement central (la présence de policiers bulgares dans ce film de fiction) gagne en force avec ce dispositif. À propos de l'entreprise littéraire du livre, on peut ajouter la façon, moins inattendue mais néanmoins toujours efficace, de décrire les lieux et les gestes, dans une salle de procès en 1944 ou dans un hangar de Skopje qui a servi de camp de détention provisoire et qui accueille en 2018 une allocution du Premier ministre bulgare, qui, finalement, ne peut se résoudre à évoquer la responsabilité de son pays. Il faut une force littéraire d'analyse pour donner à voir et à comprendre cet orgueil blessé qui engage l'image d'un pays tolérant.

Dans ce livre aux multiples ramifications, on peut s'interroger sur sa contribution à l'histoire du fascisme et de l'antifascisme. À l'époque communiste, une autre évidence historique était que la Bulgarie avait été fasciste de 1923 à 1944, même si la nature de ce fascisme (sans parti et sans meneur) était alors déjà débattue ; toute aussi incontestable était la gloire des antifascistes. Dans cette perspective, l'histoire des Juifs – présentés comme dépourvus d'autonomie – était marginale, mais, on le voit dans le livre, elle n'était pas totalement absente et elle avait un rôle : l'extermination des Juifs par les Allemands et leurs alliés était la preuve de la barbarie du fascisme, elle rendait l'antifascisme impérieux. C'est tout l'intérêt du film *Zvezdi/Sterne*, de balancer en permanence entre la mise en forme de l'antifascisme et celle de la Shoah. Dans la période ouverte par 1989, des récits, soit plus complexes soit autrement simplistes, sont rendus publics. L'appréhension du fascisme et de l'antifascisme, ainsi que leur articulation avec la Shoah, deviennent moins évidentes. Un tel questionnement était déjà présent dans le beau livre de Kristen Ghodsee, *The Left Side of History*<sup>3</sup>, qui cite également de longs passages tirés d'entretiens ou d'un journal de partisan – ainsi donne-t-il à sentir les difficultés successives dans la deuxième partie du XX<sup>e</sup> siècle pour faire sens des affrontements de 1943-1944 et, plus généralement, du fascisme et de l'antifascisme.

---

<sup>3</sup> Kristen Ghodsee, *The Left Side of History. World War II and the Unfulfilled Promise of Communism in Eastern Europe*, Durham, Duke University Press, 2015.